

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE FOURNITURES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

OBJET DU MARCHE :

FOURNITURE CORRECTION DELIVRANCE DE TESTS DE COMPETENCES EN LANGUE ANGLAISE DE TYPE TOEIC

MARCHE N°2025-39-UPVD-S

La procédure de mise en concurrence et l'exécution du ou des marchés publics à attribuer sont soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP)

Le contrat est soumis au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Technologies de l'Information et de la Communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 1 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet la fourniture, la correction et la délivrance de tests de compétences en langue anglaise de type TOEIC pour l'université de Perpignan Via Domitia.

ARTICLE 2 : DUREE

L'accord-cadre est conclu pour une première période de deux ans. Il sera ensuite renouvelable une fois par période de deux ans, et par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le jour de la notification au titulaire.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre et ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction.

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois ferme, reconductible une fois pour la même durée.

► L'acheteur est engagé par un minimum contractuel sur la période du marché.

Le minimum est fixé en valeur à 25 000.00 € HT et 30 000.00 € TTC pour chaque période contractuelle ferme de 24 mois ou reconduite de 24 mois.

► Le titulaire s'engage à fournir le maximum contractuel sous réserve de l'émission de commandes par l'acheteur.

Le maximum est fixé en valeur à 70 000.00 € HT et 84 000.00 € TTC pour chaque période contractuelle ferme de 24 mois ou reconduite de 24 mois.

Montant estimé pour chaque période (24 mois) de l'accord cadre 50 000.00 € HT, soit 60 000.00 € TTC.

Montant estimé sur la durée totale (48 mois) : 100 000.00 € HT et 120 000.00 € TTC.

ARTICLE 3 : TYPE D'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services. Les prestations s'exécutent par l'émission de bons de commande à la survenance du besoin.

Il n'est pas alloti en application de l'article L2113-11 du code de la commande publique en ce que la dévolution par lots rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE 4 : PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement
- L'annexe financière 1 à l'acte d'engagement – BPU
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le cadre de mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Pièce générale :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Toute clause portée dans le(s) tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 6 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont innues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

6.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 4 ans.

6.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du droit européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

6.2.1 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autres prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par **écrit l'acheteur** de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette

information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 2 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

6.2.2 Droit d'information des personnes concernées

En cas de collecte par l'Acheteur

Il appartient au responsable du traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

En cas de collecte par le Titulaire

Le titulaire au moment de la collecte, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

6.2.3 Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le RGPD aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

6.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse suivante :

dsi@univ-perp.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données)
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

6.2.5 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

6.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement

- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

6.2.7 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

6.2.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

6.2.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, celles définies à l'article 6.2.6.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

Le titulaire doit souscrire :

- Les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.
- Une assurance couvrant sa responsabilité en matière d'accidents du travail
- Une assurance couvrant l'ensemble des matériels transportés et/ou stockés

Le titulaire retenu justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 8 : CLAUSES DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 et R2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les cas suivants. Conformément à l'article R2164-1 du code de la commande publique et en cas d'accord avec les parties, un avenant sera conclu pour acter ces modifications.

8.1 Cas de la cession de contrat

Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale.

8.2 Cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat

En cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

8.3 Marchés complémentaires et prestations similaires

Le présent accord-cadre peut également faire l'objet de prestations similaires de services suivant les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 : IDENTIFICATION DU SERVICE ACHETEUR GESTIONNAIRE DU CONTRAT

9.1 Service gestionnaire du marché

Le marché est géré par l'Université de Perpignan Via Domitia, pour l'ensemble de ses services.

9.2 Correspondants administratifs en charge de la comptabilité du marché

L'ordonnateur du marché est Monsieur le Président de l'Université de Perpignan Via Domitia .

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Université de Perpignan.

CHAPITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 10 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

10.1 Forme des notifications et informations

Cet article déroge à l'article 3.1 du CCAG/FCS.

Sauf dispositions spécifiques dans le présent document, les notifications et transmissions d'informations entre le titulaire et l'acheteur qui font courir un délai nécessitant la détermination d'une date et éventuellement d'une heure certaine sont effectuées par le biais du profil d'acheteur indiqué dans le règlement de la consultation (ou notifié au titulaire par l'acheteur en cas de modification de ce profil pendant l'exécution du contrat) ou par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse postale des parties mentionnée dans l'acte d'engagement ou à leur siège social.

10.2 Représentation de l'acheteur

Cet article complète l'article 3.3 du CCAG/FCS.

Les représentants de l'acheteur sont habilités par décision du conseil d'administration en date du 28 mars 2025.

10.3 Identification des représentants du titulaire

Les représentants du titulaire sont désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement.

10.4 Obligation du titulaire d'informer le représentant de l'acheteur de tout changement de sa situation juridique et administrative

Cet article complète l'article 3.4.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur tout changement affectant sa situation juridique et administrative, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS.

Il doit également notifier les jugements de redressement ou liquidation judiciaire ou toute mesure d'interdiction de concourir prise à son encontre.

En cas de changement de la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, le titulaire communiquera à l'acheteur tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (pouvoirs engageant le titulaire et ses cotraitants, numéro unique d'identification délivré par l'INSEE, publications légales, copies de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements...). Selon le type de changement affectant le titulaire, la modification sera prise en compte dans le contrat par voie de modification de marché (au sens des articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique) ou de certificat administratif.

10.5.1 Demande d'acceptation d'un sous-traitant

Cet article complète l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son marché dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement doit être accompagnée des documents suivants :

- un acte spécial,
- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics tel que prévu à l'article R2193-3 du code de la commande publique,
- les justificatifs des capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

10.5.2 Notification de l'acte spécial par l'acheteur

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.6.2 du CCAG/FCS.

10.5.3 Communication du contrat de sous-traitance

Cet article complète l'article 3.6.3 du CCAG/FCS.

Le titulaire doit répondre, dans le délai fixé à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS, à toute demande de communication du contrat de sous-traitance et de ses éventuelles modifications de contrat, émise par l'acheteur.

10.5.4 Lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte

Dans l'esprit des garanties professionnelles attendues par la personne publique, et pour respecter la stricte application des dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte, le titulaire s'assure, pendant la durée du marché, de la qualité de travailleur salarié de l'ensemble des personnels présents au cours de l'exécution des prestations.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son

employeur. Le titulaire, ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition de l'acheteur et de toute autorité compétente. L'acheteur peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de manquement à ces règles, constaté par la personne publique, cette dernière adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures. Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, la personne publique en informe l'Inspection du travail.

En cas de difficultés nées de l'application des dispositions ci-dessus, le maître de l'ouvrage attire l'attention du titulaire sur l'appréciation défavorable qu'il est susceptible de porter sur les garanties professionnelles de l'entreprise à l'occasion de consultations ultérieures.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE - RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

11.1 Obligation de confidentialité

Cet article complète l'article 5.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire et l'acheteur doivent respecter l'obligation de confidentialité qui leur est imposée par les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS et prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à cette obligation.

L'acheteur et le titulaire signalent les documents, informations, et éléments contractuels ou non communiqués à l'occasion du marché et soumis à l'obligation de confidentialité. Le signalement se fait par l'apposition de la mention « DOCUMENT CONFIDENTIEL AU SENS DE L'ARTICLE 5 DU CCAG DES MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES » sur le ou les documents ou éléments concernés.

11.2 Protection des données à caractère personnel

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 5.2 du CCAG/FCS.

11.2.1- Description et finalités du traitement

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du marché.

11.2.2 - Les obligations du titulaire du marché vis-à-vis de l'acheteur

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations listées dans le marché,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées ou enregistrées dans le cadre de l'exécution du marché et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,

- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur et à le mettre à sa disposition en cas de besoin,
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut,
- Obligation de conseil et d'assistance à l'acheteur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées, conformément aux modalités définies à l'article 5.2.5 ci-après,
- Mettre à disposition toute la documentation justifiant du respect de ses obligations,
- Alerter sans délai l'Université de Perpignan en cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée de données personnelles collectées dans le cadre du marché. Cette notification doit être accompagnée de toute documentation utile afin de lui permettre, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle.
- Obligation d'informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation.

11.2.3- Le sort des données personnelles en fin de marché

À l'issue de la période d'exécution du marché, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel

11.2.4 - En cas de sous-traitance de traitement de données à caractère personnel

Le titulaire du marché peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques.

Pour cela, il doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'Université de Perpignan pour recourir à un sous-traitant via le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4).

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du traitement (rubrique F du formulaire).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'université de Perpignan de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

11.2.5 - Exercice des droits des personnes concernées par le traitement

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée), s'agissant des données faisant l'objet de traitement dans le cadre du présent marché.

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données selon le format convenu avec l'acheteur.

11.2.6 – Remise de documents conformément à l'exécution de traitement de données

A la demande de l'acheteur, le titulaire du marché devra transmettre un tableau retraçant l'ensemble des demandes d'accès au droit des personnes concernées par le traitement en précisant le nombre et la nature de ces demandes.

En cas de demande de l'acheteur, il s'engage également à transmettre le registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Université de Perpignan. Ce registre devra comprendre a minima les informations suivantes :

- le nom et coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles...

11.3 Mesures de sécurité

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 5.3 du CCAG/FCS.

11.4 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

11.4.1- Obligations générales

Conformément à la législation, le prestataire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le concessionnaire veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

11.4.2- Obligation d'information des usagers du service public

Le prestataire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

11.4.3- Modalités de contrôle du respect des obligations

L'acheteur pourra effectuer tout contrôle pour s'assurer de la mise en œuvre des obligations fixées au présent article. Il pourra à cette fin effectuer des contrôles sur place, au lieu d'exécution du service public, ou sur pièces.

Le prestataire communique à l'acheteur chaque contrat conclu avec un tiers qui aurait pour effet de le faire participer à l'exécution du service public, dès la signature de ce contrat.

Le prestataire informe l'acheteur dans un délai maximum de 48H des manquements qu'il a lui-même constaté ou dont il a eu connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre pour y remédier.

11.4.4- Pénalités

11.4.4.1- Dispositions générales

11.4.4.2 - Pénalité pour non-respect des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité

En cas de non-respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité précisés à l'article 5.5 après le 1er manquement constaté et ayant fait l'objet d'une mise en demeure, l'acheteur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 20 euros par manquement constaté et par jour en cas de manquement répété.

ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

12.1 Respect de la réglementation

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG/FCS. L'acheteur peut lui demander de

justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

12.2 Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Cet article complète l'article 6 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur sans demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse mail suivante : marchespublics@univ-perp.fr

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 du code de la commande publique, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévus aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevées sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 52 du CCAG/FCS s'appliquent.

12.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail) , s'engage à fournir à l'acheteur **sans** demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

12.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,

s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

ARTICLE 13 : REPARATION DES DOMMAGES

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 8 du CCAG/FCS.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 14 : PRIX

14.1 Contenu des prix

En complément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix rémunérant la prestation du titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations.

14.2 Forme des prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

14.3 Modalités de variation des prix

Les prix appliqués durant la première année d'exécution du marché sont fermes et non révisables.

Les prix peuvent être révisés annuellement, à la demande du titulaire, à la date anniversaire de la modification du contrat. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

La formule applicable est la suivante :

$$C_n = (\text{SYN}(n) / \text{SYN}(o))$$

Dans laquelle :

- Cn : coefficient de révision
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de référence au mois zéro

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui correspondant à la date anniversaire de la notification du marché. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

L'index de référence publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE est l'indice SYN « honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA).

Il est du ressort du titulaire de demander la révision des prix en saisissant la Direction adjointe de la commande publique et des achats responsables de l'université de Perpignan (marchespublics@univ-perp.fr).

La demande doit inclure une proposition de nouveaux prix et doit être faite au moins 1 mois avant le début de la période d'application des nouveaux prix. Toute demande arrivée après cette date ne sera pas prise en compte, ni de manière rétroactive, ni pour l'année à venir.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

ARTICLE 15 : MODALITES DE REGLEMENT

15.1 Avance

Conformément à l'article R2191-3, il est accordé une avance au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000.00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte d'engagement à l'accord-cadre.

Le taux de l'avance est de 30%.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

15.2 Pièces justificatives au paiement

15.2.1 Contenu de la demande de paiement

Cet article complète l'article 11.3 du CCAG/FCS.

Les demandes de paiement sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception par l'acheteur.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG/FCS et aux dispositions réglementaires.

15.2.3 Calcul du montant du au titre des prestations fournies

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 11.4 du CCAG/FCS.

15.2.4 Remise de la demande de paiement

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 11.5 du CCAG/FCS.

15.3 Facturation électronique

Cet article complète l'article 11.8 du CCAG/FCS.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG/FCS et aux dispositions réglementaires.

Elles doivent être envoyées à l'Université de Perpignan par voie dématérialisée via la plateforme nationale CHORUS PRO :

<https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

L'université de Perpignan est active sur Chorus PRO avec son numéro SIRET qui est : 19660437500010.

Ainsi, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques doivent (ou peuvent sous conditions ci-avant) être effectués sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de difficultés d'ordre informatique, les demandes de paiement peuvent parvenir à l'adresse suivante par voie dématérialisée à :

service.facturier@univ-perp.fr

En cas d'erreur de facturation, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture. Les factures seront établies en euros.

Le mode de règlement choisi par l'université de Perpignan est le virement administratif ; il est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB. L'ordonnateur de la dépense est le président de l'université de Perpignan.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'université de Perpignan.

15.4 Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans les conditions indiquées par les articles R.2192-10 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le délai global maximum de paiement ne peut excéder **30 jours**.

Le point de départ du calcul du délai de paiement est la date de mise à disposition sur le compte CHORUS PRO de l'Université de Perpignan de la demande de paiement.

15.5 Mode de règlement

Les règlements de ce marché se feront par virements administratifs selon les règles de la comptabilité publique française.

15.6 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois. La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R2191-21 du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées au dernier alinéa de l'article R2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD

16.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard une pénalité fixée à 100.00 €.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG/FCS.

CHAPITRE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS – MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 17 : NATURE DES PRESTATIONS ET MODALITES

17.1 Nature des prestations

Dans le cadre du présent marché et conformément à son offre, le titulaire assure les prestations suivantes :

- Fourniture
- Correction
- Délivrance des résultats (liste globale des résultats obtenus par les candidats de la session et attestations individuelles)

Du test de type TOEIC :

- listening and reading, online et offline (papier-crayon).
- Listening, reading, speaking and writing

Une ou plusieurs sessions de certification peuvent être organisées.

17.2 Modalités d'exécution

La livraison intervient sur les sites indiqués ci-dessous, la personne à contacter est indiquée sur le bon de commande.

Site principal :

Université de Perpignan : 52 avenue Paul Alduy – 66860 Perpignan cédex 9

Autres sites :

Font Romeu : 7 avenue Pierre de Coubertin – 66120 Font-Romeu

Narbonne : avenue Pierre de Coubertin BP 818 – 11108 Narbonne

Carcassonne : 34 rue Littré – 11000 Carcassonne

Pour la fourniture des tests : envoi des tests par tout moyen sécurisé et permettant un suivi (frais de renvoi inclus dans le prix mentionné au bordereau de prix).

17.3 Livrables attendus et délais de remise

Les 3 types de livrables attendus sont :

- Les guides utilisateurs.
- Le matériel requis (questionnaire à choix multiple, CD ou fichiers audios) pour le passage du test de type TOEIC listening and reading – délais de remise des livrables au minimum 3 jours ouvrés avant la date du test.
- Les résultats du test : délais de remise des livrables 8 jours ouvrés maximum par voie dématérialisée, et 15 jours ouvrés maximum par voie postale, après la date de réception des tests par le titulaire.

17.4 Correction des tests et délivrance des résultats

Le prestataire assure la correction des tests papier et la délivrance des résultats de la session (liste globale des résultats obtenus par les candidats de la session + attestations individuelles).

Le prestataire mettra à disposition de l'université de Perpignan une plateforme d'administration pour la gestion de ses candidats. Cette plateforme administrative de gestion des tests doit permettre de fournir un accès aux résultats de la session.

Les résultats doivent être accessibles en ligne après le test sous un délai de 10 jours ouvrés maximum à compter de la réception par le titulaire et rester disponibles à tout moment sur la plateforme.

Le certificat délivré après la passation du test devra mentionner :

- Le score du candidat par session (compétences : compréhension écrite et orale) et son niveau équivalent CECRL
- Le score total (moyenne des deux compétences) et son équivalent CECRL
- Le descriptif des compétences.

Le score du candidat doit lui permettre d'obtenir un équivalent de ses compétences en fonction de la grille de niveaux de compétences élaborée par le CECRL. Les scores doivent être corrélés sur les niveaux A1 à C1 du CECRL.

Le prestataire s'engage à ne facturer que les tests réellement utilisés. La facturation se fait donc par rapport au nombre de candidats effectivement présents le jour du test.

17.5 Validation des salles de test

Elle ne donnera pas lieu à facturation en sus (inclus dans le prix proposé du test au bordereau des prix unitaires).

17.6 Formation habilitation des administrateurs de sessions de test

Les sessions de tests sont surveillées par du personnel de l'université de Perpignan, le titulaire devra fournir une formation permettant d'habiliter toute nouvelle personne à l'administration des tests TOEIC. Cette dernière ne doit pas nécessiter de déplacement pour les administrateurs, aussi une formation en ligne et non en présentiel doit être privilégiée.

17.7 Surveillance à distance

Le titulaire devra proposer et réaliser une surveillance à distance des sessions de tests.

17.8 Accessibilité « handicap friendly » pour les prestations écrites

Le titulaire est tenu d'assurer la mise à disposition de modalités de passation accessibles, pour l'ensemble des épreuves écrites, afin de garantir la participation des candidats en situation de handicap dans des conditions équivalentes à celles des autres candidats.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre à la demande du pouvoir adjudicateur, les aménagements nécessaires permettant l'accessibilité du test écrit. Ces aménagements doivent être réalisés :

- Sans coût supplémentaire pour l'université de Perpignan
- Dans le respect des principes d'égalité de traitement et de compensation adaptée
- Dans les délais impartis par l'université de Perpignan

17.9 Volume estimatif

Les besoins estimés pour une année pour l'université de Perpignan sont les suivants :

- Estimation du nombre de tests de type TOEIC : environ 500/an
- Estimation du nombre de formations d'administrateurs de tests : environ 3/an
- Ces estimations sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle.

CHAPITRE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION - ADMISSION

ARTICLE 18 : VERIFICATIONS – RECEPTION

Les opérations de vérification ont pour but de constater la conformité des prestations fournies par le titulaire avec les exigences spécifiées dans le cahier des clauses particulières : elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées et/ou des livrables fournis.

CHAPITRE 5 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLE 19 : DEFINITIONS DES RESULTATS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34 du CCAG/FCS.

ARTICLE 20 : REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES ET DES CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34.2 du CCAG/FCS.

ARTICLE 21 : STIPULATIONS SPECIFIQUES AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES ET CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34.3 du CCAG/FCS.

ARTICLE 22 : REGIME DES RESULTATS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 37 du CCAG/FCS.

CHAPITRE 6 : RESILIATION

ARTICLE 23 : PRINCIPES GENERAUX

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 38 du CCAG/FCS.

ARTICLE 24 : RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 39 du CCAG/FCS.

ARTICLE 25 : RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Cet article complète l'article 40 du CCAG/FCS.

Lorsque dans les conditions de l'article 40 du CCAG/FCS, l'acheteur résilie le marché au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

ARTICLE 26 : RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG/FCS.

ARTICLE 27 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 28 : DECOMPTE DE RESILIATION

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 43 du CCAG/FCS.

CHAPITRE 7 : DIFFERENDS

ARTICLE 29 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Cet article complète l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Montpellier est seul compétent. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Le tribunal de grande instance de Montpellier est seul compétent pour les litiges relatifs au droit de la propriété intellectuelle.

CHAPITRE 8 : DIVERS

ARTICLE 30 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCP qui dérogent	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
10.1	3.1
12.1	6.2